

RECUP AUTO 27 - BRETEUIL

Arrêté du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à Enregistrement sous la rubrique n° 2712

Article	Prescription	Conformité (C / NC / SO / NA)	Observation
1. Dispositions générales			
5	<p>Implantation</p> <p>L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p> <p>Les zones de stockage de l'installation ainsi que toutes les parties de l'installation où sont exercées des activités de traitement de dépollution, démontage ou découpage non situées dans des locaux fermés sont implantées à une distance d'au moins 100 mètres des hôpitaux, crèches, écoles, habitations ou des zones destinées à l'habitation par les documents d'urbanisme, à l'exception des logements habités par les salariés de l'installation.</p>	NC	<p>L'ensemble des zones de dépollution et de stockage de pièces est localisé à l'intérieur du bâtiment.</p> <p>Les VHU dépollués et stockés en extérieur sont situés à environ 60 mètres des habitations les plus proches. Un bâtiment dédié au stockage de pièces métalliques est situé entre les dépôts et les habitations.</p> <p>Une demande d'aménagement relative à cette prescription (éloignement de 100 mètres entre les dépôts et les habitations) est donc formulée.</p> <p>Les mesures compensatoires proposées sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aménagement d'un merlon en partie Nord-Est du site (hauteur de 2 mètres, longueur d'environ 50 m – voir plan de masse), • flocage du mur mitoyen entre le bâtiment et une habitation au Sud du site (sous 2 mois après obtention de l'arrêté préfectoral), • pas de stockage de véhicules à moins de 20 mètres de la limite de propriété Est du site (axe des riverains), • délimitation par marquage au sol des zones de stockage et identification par panneauage, • maintien d'allées de circulation entre les îlots de stockage de VHU dépollués, • procéder au démontage des pièces à l'intérieur du bâtiment, • réalisation de modélisations des flux thermiques afin de vérifier l'absence d'impact sur les habitations. Les résultats des modélisations montrent que l'incendie des dépôts sur le site n'aurait pas d'effet sur les habitations (voir paragraphe 7.3 de la demande d'Enregistrement). <p>Un local, situé dans le prolongement des bureaux (étage), correspond à un logement habité par un salarié, qui assure également un rôle de gardiennage en dehors des horaires d'ouverture. Ce logement est séparé par un mur parpaing vis-à-vis du bâtiment général. Une habitation est également présente en limite Sud du bâtiment. Un flocage coupe-feu est prévu sur le mur séparatif afin de disposer d'un degré de résistance au feu de 2 heures.</p>

Article	Prescription	Conformité (C / NC / SO / NA)	Observation
6	Envol des poussières. Propreté de l'installation. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin. Dans tous les cas, les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.	C	La voie d'accès au site, la voie de circulation interne ainsi que les parkings sont imperméabilisés.
7	Intégration dans le paysage. L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées et au besoin des écrans de végétation sont mis en place.	C	Le stockage des pièces et l'activité de dépollution ne sont pas visibles (réalisés dans le bâtiment). L'entrée du site comprend le parking d'accueil des clients ainsi que les véhicules d'occasion en vente (zone réaménagée en 2018 : création d'enrobés, parking gravillonné, ...). L'ensemble de la façade du bâtiment a été rénovée.
2. Prévention des accidents et des pollutions			
8	Localisation des risques L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques	C	Les zones à risque à l'intérieur du bâtiment correspondent aux emplacements des cuves de stockage des fluides, à la zone de stockage de pneumatiques et à la zone de dépollution. A l'extérieur, ils correspondent aux dépôts de VHU en attente et dépollués. Un plan des zones à risque est annexé au dossier.
9	Etat des stocks de produits dangereux — Etiquetage. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.	S.O	Les produits potentiellement dangereux correspondent aux cuves de stockage des fluides issus de la dépollution. La tenue d'un registre n'est pas nécessaire. Les cuves sont identifiées.

Article	Prescription	Conformité (C / NC / SO / NA)	Observation
10	<p>Caractéristiques des sols.</p> <p>Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.</p>	C	<p>Zones sur dalles béton. Aires raccordées à un dispositif de confinement (après réalisation des travaux d'aménagement).</p> <p>Les principales surfaces liées à l'activité VHU sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dépôt des VHU non dépollués : dalle béton extérieure de 300 m², • Zone de dépollution et de démontage : dalle bétonnée de 50 m² sous bâtiment • Stockage de pièces démontées : sur racks, à l'intérieur du bâtiment (dalle béton), • Stockage de fluides : stockage sur sol béton et sur bacs de rétention. Création d'une enceinte autour des bacs composée de parpaings recouverts d'un revêtement d'étanchéité • VHU dépollués : dalle bétonnée extérieure d'environ 4 200 m² (4 000 m² de stockage et 200 m² de voies des circulation)
11	<p>Comportement au feu des locaux.</p> <p>I. Réaction au feu. Les parois extérieures des locaux abritant l'installation sont construites en matériaux A2 s1 d0. Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1fl).</p> <p>II. Résistance au feu. Les locaux présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : - l'ensemble de la structure est a minima R 15 ; - les murs séparatifs entre deux cellules de travail sont REI 120 ; - les murs séparatifs entre une cellule, d'une part, et un local technique (hors chaufferie) ou un bureau ou des locaux sociaux sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture sauf si une distance libre d'au moins 10 mètres est respectée entre la cellule et ce bureau, ou ces locaux sociaux ou ce local technique. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>III. Toitures et couvertures de toiture. Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieure à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1).</p>	NC	<p>Le bâtiment présente les dispositions constructives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • structure en ossature métallique (résistance au feu 15 minutes – R15), • murs extérieurs en bardage métallique simple peau : matériaux incombustible (A2 s1 d0), • sol incombustible (béton) • couverture : fibrociment, • bureaux et locaux sociaux sont délimités par des murs coupe-feu. <p>Le bâtiment étant existant depuis de nombreuses années, l'exploitant ne dispose pas de justificatif du niveau de résistance au feu des éléments constitutifs du bâtiment.</p> <p>Le bureau (1 seule pièce) est situé au-dessus de la zone de vente (voir plan de masse). Le mur vis-à-vis de l'intérieur du bâtiment est composé d'un mur en parpaing.</p> <p>RECUP AUTO 27 sollicite une demande d'aménagement relative à cette disposition (bâtiment déjà existant) – voir dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>En terme de mesure compensatoire, l'exploitant s'engage à conserver les justificatifs de résistance au feu des nouveaux matériaux en cas de travaux sur les structures, toiture ou façades du bâtiment.</p>

Article	Prescription	Conformité (C / NC / SO / NA)	Observation
12	<p>Désenfumage.</p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou autocommande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.</p>	NC	<p>L'établissement ne dispose actuellement pas de trappes de désenfumage.</p> <p>Le devis des travaux est joint en annexe du dossier de demande d'Enregistrement.</p> <p>RECUP AUTO 27 s'engage à réaliser ces travaux 6 mois après obtention de l'arrêté d'Enregistrement.</p>
13	<p>Accessibilité.</p> <p>I. Accès à l'installation.</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>	C	<p>Le site dispose de 2 accès différents permettant le passage des camions des services de secours.</p>
	<p>II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation.</p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.</p>	NC	<p>Voie de circulation interne d'environ 5 mètres de largeur (enrobés et béton), sauf à l'Est du bâtiment (zone non enrobée correspondant à de la végétation).</p> <p>RECUP AUTO 27 sollicite une demande d'aménagement relative à cette disposition.</p> <p>En terme de mesure compensatoire, l'exploitant s'engage à réaliser les actions suivantes : programme d'entretien régulier pour permettre le passage de véhicules de secours, interdiction de stockage en partie Est du bâtiment, identification de l'interdiction d'accès.</p>
	<p>III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.</p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> — largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ; — longueur minimale de 10 mètres, <p>présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».</p>	C	<p>Présence de plusieurs zones permettant largement le croisement des engins de secours (voir plan de masse) : zone de l'accès principal, zone de vente des véhicules d'occasion, parking, ...</p> <p>Ces zones présentent une largeur d'environ 7 mètres. Elles sont matérialisées sur le plan de masse.</p>
	<p>IV. Mise en station des échelles.</p> <p>Dispositions particulières applicables aux bâtiments d'une hauteur supérieure à 8 m.</p>	S.O	<p>Hauteur du bâtiment (6 mètres) inférieure à 8 mètres.</p>
	<p>V. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins.</p> <p>A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.</p>	C	<p>La voie interne donne accès à la zone de dépollution, ainsi qu'aux autres installations dans le bâtiment.</p>

Article	Prescription	Conformité (C / NC / SO / NA)	Observation
14	Tuyauteries. Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.	S.O	
15	Clôture de l'installation. L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5 000 m ² est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.	NC	Site équipé de 2 portails (l'un pour l'accès principal, l'autre en cas de secours ou pour l'enlèvement des bennes de stockage de déchets). Portails fermés en dehors de horaires d'ouverture. Le site est entièrement clôturé, mais la hauteur est d'environ 1,8 mètres. Selon le PLU de la commune, les clôtures ne peuvent pas dépasser une hauteur de 2,2 m. Une demande d'aménagement relative à la hauteur théorique est sollicitée (clôture rigide existante interdisant l'accès au site). En terme de mesure compensatoire, RECUP AUTO 27 s'engage à : <ul style="list-style-type: none"> contrôler régulièrement l'intégrité de la clôture et de procéder aux travaux de réparation si nécessaire. Les dates de contrôles seront consignées dans un registre. rehausser la hauteur de la clôture à 2,2 mètres en cas de travaux de réparation.
16	Ventilation des locaux. Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés	C	Porte du quai systématiquement ouverte en période de fonctionnement (circulation des engins).
17	Matériels utilisables en atmosphères explosibles. Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.	S.O	Absence de zone ATEX sur le site.
18	Installations électriques. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.	C	Contrôle annuel des installations électriques. Pas de chauffage de l'intérieur du bâtiment (hors bureaux et locaux sociaux équipés de convecteurs électriques). L'éclairage naturel est assuré par des ouvertures vitrées (matériau non gouttant en cas d'incendie).

Article	Prescription	Conformité (C / NC / SO / NA)	Observation
19	<p>Systèmes de détection et d'extinction automatiques.</p> <p>Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p>	S.O	Absence de local technique.
20	<p>Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> — d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; — de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ; — d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; — d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; — un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>	NC	<p>Répartition d'extincteurs dans les différentes parties du bâtiment. Pas d'opération de découpe au chalumeau (bac de sable non nécessaire).</p> <p>Deux poteaux incendie sont localisés en limite du site, le long de la RD 23 : l'un au Sud-Ouest et l'autre au Nord-Ouest du site (voir paragraphe Erreur ! Source du renvoi introuvable. de la demande d'Enregistrement). Ces deux poteaux de diamètre 100 mm présentent un débit supérieur à 60 m³/h sous 1 bar de pression (voir rapport de contrôle en annexe).</p> <p>La distance maximale entre les zones exploitées et les poteaux est de 120 mètres. Le bâtiment de dépollution et de stockage ainsi que la plateforme extérieure sont toutefois couverts par une distance de 100 mètres.</p> <p>Une demande d'aménagement relative à la distance entre les poteaux incendie et toute partie de l'installation est donc formulée.</p> <p>Les mesures compensatoires proposées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maintien permanent d'un accès entre le portail au Nord-Ouest et la voie pompier interne (desservant la plateforme extérieure et le bâtiment), • Entretien de la voie d'accès à l'Est du bâtiment.
21	<p>Plans des locaux et schéma des réseaux.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.</p>	C	Plan de localisation des extincteurs établi.

Article	Prescription	Conformité (C / NC / SO / NA)	Observation
22	<p>Consignes d'exploitation.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> — l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; — l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; — l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ; — les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; — les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; — les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; — la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; — les modes opératoires ; — la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; — les instructions de maintenance et de nettoyage ; — l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>	C	Consignes de sécurité affichées.
23	<p>Travaux.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et notamment celles visées à l'article 8, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p>	C	<p>Pas d'opération de découpe au chalumeau ni de meulage dans la zone de dépollution.</p> <p>Etablissement d'un permis de feu en cas d'intervention à risque par une société extérieure.</p>
24	<p>Vérification périodique et maintenance des équipements.</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	C	Contrôle annuel des installations de sécurité incendie. Suivi des contrôles disponible auprès des services administratifs.

Article	Prescription	Conformité (C / NC / SO / NA)	Observation
25	<p>Rétentions.</p> <p>I. — Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <p>— dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</p> <p>— dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</p> <p>— dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</p> <p>II. — La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>III. — Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>IV. — Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>	C	<p>Le site comprend 3 cuves de 1 000 l pour le stockage de liquides issus de la dépollution. Elles sont stockées sur une rétention commune située à l'intérieur du bâtiment (pas de remplissage par les eaux pluviales).</p> <p>Il s'agit d'une rétention maçonnée réalisée en 2020 (murets parpaings recouverts d'enduit hydrofuge sur les faces extérieures et intérieures).</p> <p>Cette rétention présente une capacité de 3,5 m³ (dimensions de 4 x 1,5 x 0,6 m), pour un volume minimal réglementaire de 1,5 m³.</p> <p>Le site dispose également d'une réserve de produits absorbants pour collecter les égouttures.</p>
25	<p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ; - les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées. 	C	<p>Dispositif de confinement prévu dans le cadre de travaux d'aménagements (cuve enterrée, montée en charge sur zone étanche, boudins absorbants pour confinement dans le bâtiment).</p> <p>Voir description des aménagements prévus dans le dossier de demande d'enregistrement.</p>

Article	Prescription	Conformité (C / NC / SO / NA)	Observation
3. La ressource en eau			
26	<p>Collecte des effluents.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par l'installation ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation. Les vannes d'isolement sont entretenues régulièrement.</p>	S.O	<p>Absence de réseau de collecte et transport d'effluents autre que les eaux pluviales.</p> <p>Les eaux pluviales des plateformes extérieures seront traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet au fossé.</p> <p>Pas de mélange entre les eaux de toitures et les eaux pluviales des plateformes.</p>
27	<p>Collecte des eaux pluviales.</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	C	<p>Les eaux de toitures sont directement rejetées au fossé à l'avant du site.</p> <p>Pour les eaux de ruissellement au niveau de la plateforme extérieure, un dispositif de traitement de type séparateur à hydrocarbures va être mis en place.</p>
28	<p>Justification de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité.</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p>	S.O	Eaux rejetées dans le fossé à l'avant du site (pas d'objectif de qualité).
29	<p>Mesure des volumes rejetés et points de rejet.</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p>	C	Les eaux pluviales issues de la plateforme extérieure ne seront rejetées qu'en un seul point. Un regard de prélèvement sera aménagé en amont du point de rejet.
30	<p>Eaux souterraines.</p> <p>Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.</p>	C	Pas de rejet dans les eaux souterraines
31	<p>Valeurs limites de rejet.</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p>	NA	<p>Les eaux de ruissellement sur les surfaces extérieures étant actuellement non canalisées, il n'est pas possible de procéder à des analyses.</p> <p>Ces contrôles seront effectués sous 1 mois après réalisation des travaux d'aménagement.</p> <p>Il est noter qu'une demande d'autorisation de rejet au fossé a été formulée auprès de la mairie. Cette demande a été formulée à plusieurs reprises, sans retour pour le moment (la collectivité s'est retournée vers la Police de l'Eau, qui indique que cette autorisation ne peut être délivrée sans que le site ne soit régularisé au titre des ICPE).</p>

Article	Prescription	Conformité (C / NC / SO / NA)	Observation
32	Prévention des pollutions accidentelles. Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient ou de cuvette, etc.) déversement de matières dangereuses dans les réseaux publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis doit se faire soit dans les conditions prévues à la présente section, soit comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre VII ci-après.	C	La mise en place du dispositif de confinement permettra d'assurer la prévention du risque de déversement au fossé.
33	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée. Les eaux pluviales polluées (EPp) rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : — matières en suspension totales : 35 mg/l ; — DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ; — hydrocarbures totaux : 10 mg/l. Pour chacun de ces polluants, le flux maximal journalier est précisé dans le dossier de demande d'enregistrement. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.	NC	Il n'est actuellement pas possible de réaliser des prélèvements des eaux de ruissellement issues des zones de stockage (effluents non canalisés). Contrôle annuel de la qualité des eaux pluviales rejetées prévu sous 1 mois après réalisation des aménagements.
34	Epandage. L'épandage des déchets et effluents est interdit.	C	Pas d'opération d'épandage.
35	Prévention des nuisances odorantes. L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.	C	Pas de zone de stagnation d'eau ni de stockage de produits fermentescibles.
36	Emissions de polluants. Tous les fluides susceptibles de se disperser dans l'atmosphère, notamment les fluides contenus dans les circuits de climatisation, sont vidangés de manière à ce qu'aucun polluant ne se disperse dans l'atmosphère. Ils sont entièrement recueillis et stockés dans une cuve étanche, dont le niveau de pression est contrôlable. Le démontage des pièces provoquant des poussières (plaquettes, garnitures, disques de freins...) est effectué sur une aire convenablement aérée, ventilée et abritée des intempéries.	C	Gaz de climatisation vidangés à l'aide d'un poste de déchargement spécifique. Le démontage des disques, plaquettes, ... est réalisé au niveau de la zone de dépollution (zone sous abris et à proximité de la porte de quai ouverte en permanence)
5. Emissions dans les sols			
37	Les rejets directs dans les sols sont interdits.	C	Pas de rejet ou d'infiltration dans les sols.
6. Bruit et vibration			
38	I. — Valeurs limites de bruit. Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs limites réglementaires. De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.	NC	L'établissement n'a pas procédé à mesures du niveau acoustique. Le bruit lié aux activités n'est quasi pas perceptible depuis l'extérieur (activité de démontage en intérieur, circulation ponctuelle de chariots élévateur en extérieur ou chargement ponctuel d'un camion). Une campagne de mesures acoustiques est prévue sous 6 mois après obtention de l'arrêté d'enregistrement.

Article	Prescription	Conformité (C / NC / SO / NA)	Observation
	<p>II. — Véhicules. — Engins de chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	C	Contrôles périodiques des équipements.
	<p>III. — Vibrations.</p> <p>Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe.</p>	SO	Equipements ne générant pas de vibrations.
	<p>IV. — Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>	C	Une campagne de mesures des niveaux acoustiques Sera réalisée après obtention de l'Enregistrement, puis renouvelée tous les 6 ans.
7. Déchets			
39	<p>Déchets produits par l'installation.</p> <p>Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.</p> <p>Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement.</p>	C	Déchets stockés en bennes, bidons ou fûts et évacués par des prestataires agréés.
40	<p>Déchets entrants.</p> <p>Les déchets acceptés sur l'installation sont les véhicules terrestres hors d'usage.</p> <p>Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Ils sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant.</p>	C	
41	<p>Entreposage.</p> <p>I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :</p> <p>L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).</p> <p>Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.</p> <p>La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.</p> <p>La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.</p>	C	<p>Stockage au sol et sur 1 niveau des VHU non dépollués.</p> <p>Dépollution directe des VHU (pas de stockage prolongé).</p> <p>Zone de dépollution étanche et raccordée à un dispositif de confinement (après réalisation des aménagements).</p> <p>La dalle de stockage de VHU non dépollués est localisée à environ 10 mètres des installations les plus proches (entreposage du matériel de dépollution des postes de dépollution).</p> <p>Les VHU accidentés en attente d'expertise seront entreposés sur la dalle des VHU en attente de dépollution (zone délimitée et identifiée).</p> <p>Les carcasses à évacuer sont entreposées sur en partie Nord de la plateforme extérieure.</p> <p>Les zones de stockage sont reportées sur le plan de masse.</p>

Article	Prescription	Conformité (C / NC / SO / NA)	Observation
	II. — Entreposage des pneumatiques : Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m ³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m ³ , la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.	C	La majorité des pneumatiques est stockée en racks dans le bâtiment (pneumatiques pouvant être revendus). La hauteur des racks est d'environ 2,5 m. Les pneumatiques non revendables sont stockés dans 1 benne de 30 m ³ placée en extérieur. Les zones de stockage sont reportées sur le plan de masse. La quantité totale stockée est inférieure à 100 m ³ .
	III. — Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage : Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.	C	Stockage réalisé dans le bâtiment, à l'abri des intempéries. Les fluides issus de la dépollution sont stockés en cuves placées sur un dispositif de rétention étanche. Les moteurs sont stockés dans une zone dédiée dans le bâtiment, sur dalle béton.
	Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.	C	Batteries stockées en bacs plastiques étanches.
	Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.	C	Evacuation régulières des éléments de issus de la dépollution.
	L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.	C	Réserve de sciure à proximité de la zone de dépollution.
	IV. - Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution : Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.	C	Stockage réalisé au sol, sur 1 niveau. Pour les VHU où le démontage a été réalisé (platin en attente d'évacuation), le stockage est réalisé sur 3 hauteurs maximum (zone non accessible au public).
	Dépollution, démontage et découpage. L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.	C	Zone de dépollution réalisée dans le bâtiment. Ventilation permanente du local (portes de quai ouvertes en permanence).
42	I. — L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes : — les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;	C	Fluides vidangés gravitairement et stockés en cuves.
	— les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ;	C	Utilisation d'un poste de déchargement des fluides frigorigènes.
	— le verre est retiré ;	C	Retrait des pare-brises destinés à la revente. Les fenêtres sont laissées sur les portières (produits destinés à la vente).
	— les composants volumineux en matière plastique sont démontés ;	C	Retrait des parte-chocs.
	— les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;	C	Neutralisation par retrait des batteries. Les réservoirs GPL ne sont pas acceptés sur le site.
	— les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ;	C	Stockage en bidons étanches.
	— les pneumatiques sont démontés ;	C	Stockage en racks.
	— les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ;	C	Retrait systématique des batteries dès la réception des VHU sur site.

Article	Prescription	Conformité (C / NC / SO / NA)	Observation
			Retrait des autres pièces en fonction de la catégorie de véhicule.
	— les pots catalytiques sont retirés.	C	
	Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.	C	
	II. — Opérations après dépollution : L'aire dédiée aux activités de cisailage et de pressage sont distantes des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués. Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.	SO	Pas d'activité de cisailage ni de pressage.
43	Déchets sortants. Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport ainsi que les installations destinataires disposent des autorisations nécessaires à la reprise de tels déchets. Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractères lisibles : — la nature et le code des déchets, conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; — les symboles de dangers conformément à la réglementation en vigueur.	C	Zone de stockage des déchets identifiés et délimitées. Identification des contenants de stockage de déchets dangereux.
44	Registre et traçabilité. L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes : — la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ; — le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ; — le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ; — la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; — la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; — le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; — la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ; — le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.	C	Suivi de l'évacuation des déchets assuré par un registre. Le nombre de véhicules dépollués stockés sur le parc s'élève à environ 250 au maximum
45	Brûlage. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.	C	Brûlage interdit.